

La voix des femmes aux élections de 2015



Une marche pour la paix en Birmanie à laquelle ont participé plusieurs homologues d'Inter Pares.

Une année d'élections en Birmanie

Les militantes et militants pour la justice sociale en Birmanie feront bientôt face à un dilemme majeur. À la fin 2015, la Birmanie tiendra ses premières élections depuis la soi-disant « transition vers la démocratie. » Pour les groupes communautaires, ce pourrait être une occasion en or de contribuer aux programmes des partis ou de faire de l'éducation civique. Cependant, le fait de participer aux élections peut être perçu comme l'approbation tacite d'une constitution rejetée par une grande partie de la société civile birmane.

La Constitution birmane comporte des failles énormes. Elle a été rédigée par des délégués choisis par l'armée. Elle réserve le quart des

sièges de l'Assemblée législative à des membres actifs des forces armées et assure que l'armée est *au-dessus* de la Constitution. Ceci fait en sorte que le gouvernement *civil* ne contrôle pas l'armée du pays. C'est cette même armée – responsable du travail forcé et des évictions, des exécutions extrajudiciaires, de la violence sexuelle et d'autres crimes – qui rédige et approuve désormais les lois du pays, sans grand désir de s'attaquer à l'impunité, l'injustice ou l'inégalité entre les sexes. Il n'est donc pas étonnant que les organisations de femmes, les groupes ethniques et le mouvement pour la démocratie se battent depuis des années pour modifier la Constitution. **PAGE 4 ▶**

DANS CETTE ÉDITION

LA POLITIQUE AU SOUDAN A BESOIN DU POINT DE VUE DES FEMMES

IL Y A 30 ANS, NOUS VOULIONS NOTRE PLACE AU DÉBAT. NOUS LA VOULONS TOUJOURS AUJOURD'HUI.

La politique au Soudan a besoin du point de vue des femmes

Le 24 juin 2014, cinq hommes en civil sont entrés dans le bureau du Centre de ressources pour les femmes Salmmah, homologue d'Inter Pares à Khartoum. Ils se sont mis à intimider le personnel et à confisquer les équipements de bureau. Ils ont démantelé le centre de documentation féministe unique de Salmmah et saisi tous ses avoirs. Par la suite, nous avons appris que ces hommes travaillaient pour le ministère de la Justice du Soudan et qu'ils avaient pour mission de fermer l'organisation.

On muselait ainsi un porte-parole majeur des droits des femmes au Soudan. Mais c'était aussi la preuve que les puissances patriarcales du statu quo s'étaient senties menacées.

La paix et la démocratie peuvent fleurir seulement s'il est possible de faire entendre une pluralité de points de vue. À l'approche des élections au Soudan cette année, il est plus

crucial que jamais de débattre ouvertement, notamment des droits des femmes. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Omar Al-Bashir à la suite du coup d'État de 1989, on a fait taire les femmes malgré une riche tradition militante. On a adopté des lois discriminatoires qui assimilent le viol à l'adultère, imposent un code vestimentaire strict pour les femmes, autorisent le mariage dès la puberté et exigent que les femmes aient un tuteur de sexe masculin qui décide de leur droit de travailler ou voyager.

Il y avait pourtant un vent d'optimisme aux élections nationales de 2010.

Grâce aux militantes des droits des femmes, on

avait obtenu un quota de 25 % de femmes au Parlement. Des organisations de femmes avaient collaboré à la campagne électorale et les points de vue des femmes faisaient manifestement partie du discours électoral.

Un autre homologue d'Inter Pares, SORD (Organisation soudanaise pour la recherche et le développement) lutte pour une justice respectueuse de l'égalité des sexes au Soudan. On ignore si l'organisation pourra influencer ouvertement sur le discours électoral cette année, comme elle l'a fait en 2010. Le niveau de répression sera peut-être trop élevé.

Cela n'empêche pas SORD de poursuivre son travail pour les droits des femmes sur plusieurs plans : parrainage de cliniques juridiques pour les femmes ayant vécu de la violence, promotion du droit des filles à l'éducation et défense d'un nouveau droit familial qui remplacerait le droit discriminatoire présentement en vigueur.

Pour leur part, les membres de Salmmah continuent de militer à titre individuel, ayant fait le serment de ressusciter Salmmah un jour, dès que la situation le permettra.

Nous nous inspirons de l'héritage de Salmmah et de ses réalisations, et saluons sa détermination et son courage de lutter pour le changement, la paix et la démocratie, envers et contre tout. 

À l'approche des élections au Soudan cette année, il est plus crucial que jamais de débattre ouvertement, notamment des droits des femmes.



RITA MORBIA



RITA MORBIA

Photo du haut : Somia à l'Université de Khartoum qui pose à côté d'une affiche produite pour les élections de 2010.

En bas : la bibliothèque féministe de Salmmah.

Il y a 30 ans, nous voulions notre *Place au débat*. Nous la voulons toujours aujourd'hui.

PAR CAROLINE ANDREW

Les souvenirs personnels affluent quand je vois l'essor de la campagne *Place au débat*, le mouvement pour un débat diffusé à la grandeur du pays où les chefs aborderont des enjeux définis par les femmes. J'ai été modératrice au débat des femmes de 1984, le seul débat sur les enjeux qui touchent les femmes à s'être tenu au Canada lors d'une élection fédérale. À l'époque, John Turner était premier ministre et il affrontait Brian Mulroney et Ed Broadbent.

Je me souviens d'avoir été très nerveuse le soir du débat, mais j'ai retrouvé mon calme quand j'ai rencontré les femmes qui posaient les questions : Eleanor Wachtel, Kay Sigurjonsson, Francine Harel-Giasson et Renée Rowan. Elles voulaient tellement clarifier les enjeux qui étaient – et sont encore – au cœur même de la vie des femmes : inégalité des revenus, garderies, accès à l'avortement et paix à

l'échelle internationale. Même si l'avortement est relativement plus accessible de nos jours, la fermeture de la clinique Morgentaler au Nouveau-Brunswick nous rappelle que la bataille n'est pas gagnée. L'accès à des garderies publiques de qualité est plus incertain qu'il l'était en 1984 et il faut se battre en ce sens. L'inégalité des revenus est toujours un enjeu crucial pour les femmes, notamment les Autochtones, les immigrantes,

La politique peut et doit s'occuper des enjeux au cœur du quotidien des femmes, notamment celles qui ont un double, voire un triple désavantage.



Caroline Andrew est directrice du Centre sur la gouvernance de l'Université d'Ottawa et ex-présidente du conseil d'administration d'Inter Pares.

celles qui font partie d'une minorité visible et les femmes ayant un handicap.

Le débat a-t-il eu un impact? Il a montré que la politique peut et doit s'occuper des enjeux au cœur du quotidien des femmes, notamment celles qui ont un double, voire

un triple désavantage. On a trop longtemps cru que la politique était la chasse gardée des hommes. Grâce au travail acharné de femmes (et d'hommes) partout dans le monde, cette vision est en train de changer. Joignez-vous à moi pour exiger un débat sur les enjeux des femmes entre les chefs de partis en 2015. 



La campagne *Place au débat* appelle les chefs des partis politiques fédéraux du Canada à s'engager concrètement à améliorer la vie des femmes, ici au pays et partout dans le monde.

Plus d'une centaine d'organisations de femmes – dont Inter Pares – appuient la campagne et travaillent à l'amorce d'un dialogue sur l'égalité des sexes et les droits des femmes en vue des prochaines élections fédérales.

Soyez des nôtres pour bâtir un Canada qui travaille pour les femmes : appuyez la campagne *Place au débat!* www.interpares.ca/placeaudebat

Une année d'élections en Birmanie

Suite de la page 1

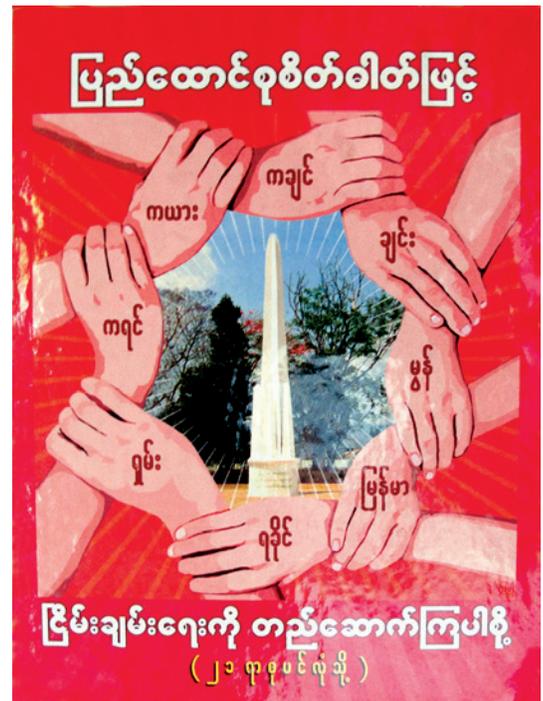
La lutte pour le contrôle politique des groupes ethniques est à l'origine même des soixante ans de conflit armé.

Selon la Constitution actuelle, les États (provinces) n'ont pratiquement aucun pouvoir; la direction des États est choisie par le président et c'est à lui qu'elle rend des comptes. Les membres des groupes ethniques, qui forment au moins 40 % de la population, envisagent la Birmanie comme un pays fédéral. La lutte pour le contrôle politique des groupes ethniques est à l'origine même des soixante ans de conflit armé. Le fédéralisme en Birmanie contribuera à édifier la paix seulement si les gouvernements des États rendent des comptes au peuple et qu'ils disposent des compétences juridiques et politiques dont ils ont besoin pour régler leurs enjeux. Une constitution qui ne garantit pas un véritable fédéralisme ne servira qu'à faire perdurer le conflit.

De nouveaux accords de cessez-le-feu font espérer la fin du conflit, mais la paix n'est pas seulement l'absence de coups de feu et de grenades. La paix émerge lorsqu'on s'attaque aux causes profondes du conflit. La paix, c'est réclamer justice pour les atrocités passées et restaurer la confiance en un système judiciaire indépendant. La paix, c'est amorcer des discussions sincères sur la réconciliation. La paix n'est possible que si le système politique sert les intérêts des femmes et des hommes.

Comment la société civile de la Birmanie peut-elle participer à des élections quand la Constitution est si dénuée de principes démocratiques, et dans un contexte où il n'y a pas de paix? Faut-il boycotter les élections en raison des failles de la Constitution ou cela contribuera-t-il à faciliter le maintien au pouvoir des partis alignés sur l'armée? Faut-il s'investir dans le travail d'éducation aux élections et engager le dialogue politique? Quelles sont les tactiques les plus susceptibles de réduire le risque d'élections truquées ou d'un nouveau coup d'État militaire?

Inter Pares collabore étroitement avec plus de soixante organisations communautaires en Birmanie, notamment dans les régions



Cet autocollant a été réalisé par notre homologue la Women's League of Burma (Ligue des femmes de Birmanie). Il y est inscrit : « Avec l'esprit d'une union fédérale... Construisons la paix »

Le monument illustré est le site où l'Accord de Panglong a été signé. Sur chaque main est inscrit le nom des différents groupes ethniques : Kayah, Chin, Kachin, Mon, Shan, Karen, Rakhine et Myanmar.

ethniques touchées par le conflit. Ces groupes discutent du meilleur moyen d'aborder cette année d'élections. C'est pour cela qu'en mars 2015, Inter Pares accueillera des femmes de Birmanie pour parler d'élections et de fédéralisme avec des Canadiennes et des Soudanaises. Nos quarante ans de travail pour la justice sociale nous ont appris que ces échanges sont des moments de réflexion et de collaboration d'importance cruciale. Ces occasions de partage brisent l'isolement, bâtissent la solidarité entre les peuples et galvanisent l'action pour le changement. ☺

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario)
K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais)
Télééc : 613-594-4704
info@interpares.ca • www.interpares.ca

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce Bulletin est subventionnée par le Ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement.

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267